



COMMUNIQUE DE PRESSE  
PRESS RELEASE

**Contact:** Ophélie Spanneut (BEUC) +32 2 789 24 01  
Sonja Van Tichelen / Martyn Griffiths (Eurogroup for Animals)  
+32 2 740 08 21; +32 2 740 08 23

**Date:** 11/05/2011

**Reference:** PR 021/2011

## **Un document confidentiel du Conseil révèle qu'il est possible de réglementer l'importation de denrées alimentaires issues d'animaux clonés**

Le BEUC et l'Eurogroupe pour les animaux prennent connaissance avec surprise du document confidentiel du Conseil, révélé cet après-midi lors d'un débat au sein du Parlement européen. Ce document indique que, contrairement à ce que les ministres européens et la Commission avaient affirmé durant les négociations sur le règlement « Nouveaux Aliments », une restriction à l'importation de denrées alimentaires issues d'animaux clonés et de leur descendants pourrait être compatible avec les règles de l'OMC et conclut que :

- Une obligation d'étiquetage des aliments issus d'animaux clonés et de leurs descendants serait compatible avec les règles du GATT ;
- L'argument selon lequel ces aliments ne sont pas considérés comme « similaires » aux produits élevés de manière conventionnelle, et ne constituent dès lors pas une violation des règles de l'OMC, est défendable ;
- En ce qui concerne une interdiction des denrées issues du clonage, « l'UE pourrait être en mesure de justifier l'atteinte par l'article XX<sup>i</sup> du GATT » en se fondant sur les considérations éthiques des consommateurs – comme cela a été fait pour la législation sur les fourrures de chiens et chats.

Avec cet avis du service juridique du Conseil sur la compatibilité avec les règles de l'OMC des restrictions d'aliments issus d'animaux clonés et de leurs descendants, il apparaît que la menace de guerre commerciale brandie lors des négociations entre les institutions européennes était exagérée.

De plus, le document rappelle que « l'EFSA n'a pas été en mesure de conduire une analyse de risques pour toutes les espèces d'animaux sur lesquelles le clonage est pratiqué. Dès lors, l'analyse de risques sur la sécurité des produits issus de ces espèces est manquante ».

Sonja Van Tichelen, Directrice de l'Eurogroupe pour les animaux, et Monique Goyens, Directrice Générale du BEUC, le Bureau Européen des Unions de Consommateurs, s'interrogent :

« A toutes les étapes des négociations, les ministres de l'UE et la Commission ont ignoré les indications, pourtant évidentes, que les consommateurs européens ne veulent pas que le clonage soit utilisé à des fins de production alimentaire<sup>i</sup>. Ils ont argué que la nourriture issue d'animaux clonés est sûre pour la consommation et ont invoqué la menace d'une guerre commerciale, alors qu'il apparaît aujourd'hui que ces deux arguments ne tiennent pas la route. Quels intérêts représentaient-ils ? Certainement pas les intérêts des Européens. »

« Nous appelons la Commission à écouter les consommateurs et introduire une interdiction temporaire du clonage et de l'importation de produits de clones et de leurs descendants afin d'éviter que ces produits continuent à entrer sur le marché alimentaire européen, à résoudre en priorité ce problème du clonage dans la prochaine proposition sur les Nouveaux Aliments, et, à la lumière du document du Conseil, d'établir une stratégie de défense pour l'OMC. »

B E U C - Bureau Européen des Unions de Consommateurs - The European Consumers' Organisation  
Rue d'Arlon 80 B-1040 Bruxelles, Tél: (+32) 2 789 24 01, Fax: (+32) 2 740 28 02  
press@beuc.eu - www.beuc.eu

\*  
Eurogroup for Animals – For a Europe that cares for animals  
Rue des Patriotes 6 B-1000 Bruxelles, Tél.: (+32) 2 740 08 23, Fax : (+32) 2 740 08 29  
info@eurogroupforanimals.org - www.eurogroupforanimals.org

<sup>i</sup> « rien dans le présent Accord ne sera interprété comme empêchant l'adoption ou l'application par toute partie contractante des mesures : a) nécessaires à la protection de la moralité publique ; b) nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux. »

<sup>ii</sup> Eurobaromètre Flash 238 – Octobre 2008 : 84% des Européens se préoccupent des effets à long terme sur la santé